

**M. Phillips:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je demandais au ministre si c'est bien ce qu'il compte faire en 1980 et si son ministère a tenu compte des répercussions sur le plan régional d'une augmentation aussi importante du prix du pétrole.

**M. Hnatyshyn:** Monsieur l'Orateur, la réponse à la première partie de la question est que nous ne proposons pas ce régime particulier d'augmentation des prix. La réponse à la seconde partie est oui.

**L'hon. Marc Lalonde (Outremont):** Monsieur l'Orateur, je m'adresse également au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Il y a quelque temps, le ministre a annoncé qu'il ferait connaître avant la fin de septembre un plan énergétique audacieux et énergétique pour les années 1980, comme il a dit. Nous sommes en octobre et il n'y a aucune trace de ce plan.

● (1430)

La question que j'ai à poser au ministre est la suivante: Faut-il ajouter foi aux articles des journaux qui prétendent qu'aucun plan n'est prévu et que les forfanteries théâtrales des conservateurs auraient, comme un grand nombre de leurs promesses, tourné en eau de boudin?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Hnatyshyn:** Monsieur l'Orateur, je voudrais assurer au député que j'ai l'intention de travailler tant que je le pourrai pour tâcher d'en arriver à notre objectif d'auto-suffisance en énergie. Je ne prends pas cette tâche à la légère.

**M. Chrétien:** En 1990?

#### LE PRIX DU PÉTROLE—LES MESURES VISANT À AIDER L'INDUSTRIE ET LES PRODUCTEURS

**M. Cyril Symes (Sault-Ste-Marie):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que, d'après certaines informations, le gouvernement aurait l'intention de faire passer le prix du pétrole canadien de \$4 à \$6 le baril vers la fin de l'an prochain, et qu'une telle mesure entraînerait une augmentation de 2 à 4 p. 100 de l'inflation, 100,000 chômeurs de plus et une diminution d'à peu près 1 p. 100 de la croissance économique au moment même où l'économie ne se porte déjà pas trop bien, le premier ministre est-il prêt à remettre cette augmentation à plus tard, à ré-examiner toute la question et à prévoir d'abord les mesures compensatrices qui s'imposent vis-à-vis des compagnies pétrolières et des consommateurs avant d'imposer au pays le taux d'inflation à deux chiffres que cette majoration entraînera?

**Le très hon. Joe Clark (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, il va de soi que dans toute entente globale touchant l'énergie que nous négocions avec les provinces nous prévoyons des mesures susceptibles d'atténuer les graves répercussions que l'augmentation des prix de l'énergie peut entraîner, surtout dans les régions les plus pauvres du pays, mais il est évident que le présent gouvernement a la ferme intention de ne pas poursuivre une politique qui laisserait indéfiniment les Canadiens tributaires d'un pétrole étranger dont l'approvisionnement n'est pas garanti.

**Des voix:** Bravo!

#### Questions orales

**M. Symes:** Monsieur l'Orateur, si j'ai bien compris, nous poursuivons entre temps une politique aveugle qui nous mène vers des augmentations de prix et un désastre économique sans mesures correctives.

Comme il importe avant tout de régler la question du cours du pétrole avant d'adopter un budget, il va de soi que si le budget prévoit des mesures d'aide aux producteurs et aux consommateurs dont le sort inquiète tant le premier ministre, et compte tenu du fait que le premier ministre vient d'essayer un refus du premier ministre de l'Alberta qui est bien décidé à majorer le prix de son pétrole, est-il prêt à intervenir unilatéralement pour imposer un nouveau cours sur le marché intérieur avant la présentation du budget de novembre?

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, certainement pas avant le budget de novembre. Le député sait très bien que les budgets ne portent pas que sur la politique énergétique.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

[Français]

#### LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

##### LES CONTRIBUTIONS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT À L'ORGANISME PRO-CANADA

**M. Fabien Roy (Beauce):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très honorable premier ministre. Dans le discours du trône, on annonçait hier, et je cite:

Pour que le système fédéral fonctionne, il nous faut absolument changer les attitudes du passé...

... il disait notamment aussi, et je cite encore:

... et le gouvernement fédéral doit donner l'exemple. C'est pourquoi mon gouvernement compte tout mettre en œuvre pour instaurer une nouvelle ère dans les relations fédérales-provinciales.

Or, nous avons été informé au cours de l'année que d'importantes sociétés de la Couronne ont souscrit de généreuses contributions à l'organisme Pro-Canada, avec la bénédiction de l'ancien gouvernement. J'aimerais demander au premier ministre si la même attitude sera maintenue ou si le gouvernement a l'intention de changer les attitudes?

**M. LeBlanc (Westmorland-Kent):** On voit qu'il va y penser.

**Le très hon. Joe Clark (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, il m'était nécessaire de vérifier auprès de mon collègue le ministre des Approvisionnements et Services. Je le fais d'ailleurs non seulement sur les politiques, mais très souvent aussi au sujet des mots français.

Je dirai donc à l'honorable député que nous sommes en train maintenant de reconsidérer la pratique suivie par le gouvernement précédent au sujet de la question qu'il a soulevée.

**M. Roy (Beauce):** Monsieur l'Orateur, est-ce que le premier ministre est également au courant qu'un certain nombre de sociétés de la Couronne, dont le Canadien National et la Corporation de Développement du Canada, sont directement reliés au comité pour recueillir des souscriptions? J'aimerais donc demander au premier ministre s'il a l'intention, dans les prochains jours, de nous annoncer sa décision de mettre un terme au jeu politique, je dis bien au jeu politique de la partisanerie, dont semblent vouloir s'inspirer les sociétés de la Couronne?